

Newsletter, 3-6 juillet 2017 - Session plénière - Strasbourg

[29-06-2017 - 17:50]

Séance plénière

Présidence estonienne du Conseil de l'UE: débat avec le Premier ministre Ratas	4
Le Premier ministre d'Estonie, Jüri Ratas, présentera les priorités de la présidence entrante du Conseil de l'UE aux députés mercredi.	
Rendre les biens durables et plus facilement réparables	5
Les consommateurs devraient pouvoir bénéficier de produits durables de haute qualité qui peuvent être réparés et modernisés.	
La Turquie risque le gel des négociations d'adhésion à l'UE	6
Les négociations d'adhésion de la Turquie doivent être suspendues si les changements proposés à la constitution, contraires aux valeurs de l'UE, sont adoptés, diront les députés mercredi.	
Recrudescence des épidémies de VIH, tuberculose et hépatite C	7
Les épidémies de VIH, de tuberculose et d'hépatite C devraient faire l'objet d'une action coordonnée au niveau européen et de programmes à long terme, estiment les députés.	
Lutte contre le terrorisme: vote sur la mise en place d'une nouvelle commission	8
Une proposition visant à mettre en place une nouvelle commission temporaire sur la lutte contre le terrorisme sera mise aux voix jeudi.	
Les multinationales doivent publier les impôts qu'elles paient pays par pays	9
Les multinationales devraient divulguer le montant des impôts qu'elles paient ainsi que le(s) pays dans le(s)quel(s) ils sont versés, selon un projet de règles débattu et voté mardi.	
Projet de l'UE pour lutter contre les causes profondes de la migration	10
Un programme de l'UE visant à mobiliser 44 milliards d'euros d'investissements privés en Afrique sera mis aux voix jeudi, si les commissions compétentes l'approuvent au préalable.	
Siège unique pour le Parlement européen	11
Les députés devraient à nouveau appeler à un siège unique pour le Parlement européen, lors d'un débat avec la Commission et le Conseil mercredi.	
Vote sur la désignation de la commissaire à l'économie et la société numériques	12
Mardi, le Parlement se prononcera sur la nomination de Mariya Gabriel, commissaire bulgare désignée à l'économie et à la société numériques.	
Programme de travail 2018 de la Commission	13
Les députés vont débattre des initiatives de la Commission attendues pour 2018 mardi après-midi.	
Utiliser les 6,4 milliards d'excédent du budget de l'UE pour aider les réfugiés? ..	14
Le projet de rembourser 6,4 milliards d'euros restants du budget 2016 de l'UE aux États membres en 2017 sera mis aux voix mardi.	
Davantage de livres disponibles pour les personnes aveugles	15
Les personnes aveugles et malvoyantes auront accès à davantage de livres dans des formats tels que le braille ou les livres audio, grâce à de nouvelles règles européennes.	
Les sociétés de sécurité privées doivent être plus responsables	16
Les sociétés de sécurité privées devraient respecter des exigences minimales en matière de responsabilité, de contrôle du personnel et de dénonciation pour faute,	

Séance plénière

selon les députés.

Les députés soutiennent le premier accord UE-Cuba	17
Les députés devraient donner leur approbation au tout premier accord de coopération UE-Cuba mercredi après un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Mme Mogherini.	
Aide financière de l'UE pour la Moldavie	18
Les députés devraient voter une aide macrofinancière de 100 millions d'euros pour la Moldavie mardi après un récent accord informel avec les ministres de l'UE.	
De nouvelles concessions commerciales en faveur de l'Ukraine	19
De nouvelles concessions commerciales favorisant le développement économique de l'Ukraine seront mises aux voix mardi.	
Débat sur l'Arabie saoudite et la Commission des droits des femmes de l'ONU .	20
L'élection controversée de l'Arabie saoudite en tant que membre de la Commission des Nations unies sur le statut de la femme fera l'objet d'un débat en plénière.	
Règles antidumping plus strictes pour défendre l'industrie et l'emploi européens	21
Si les députés donnent leur accord, le Parlement débutera prochainement les négociations avec les gouvernements nationaux sur les nouvelles règles antidumping.	
Le budget 2018 de l'UE doit garantir la croissance, l'emploi et la sécurité	22
Pour parvenir à une croissance durable et créer plus d'emplois, les investissements dans la recherche, l'innovation, les infrastructures, l'éducation et les PME sont essentiels.	
Avenir des finances de l'UE	23
La Commission européenne présentera mardi diverses options en vue d'une réforme du budget de l'UE jusqu'à 2025.	
Lutte contre la fraude: fixer des conditions égales à travers l'Europe	24
La fraude en termes de procédures d'appels d'offres ou de systèmes de TVA transfrontalière sera plus facilement poursuivie une fois les nouvelles règles de droit pénal entrées en vigueur.	
La culture doit jouer un plus grand rôle dans la diplomatie de l'UE	25
Les relations culturelles doivent jouer un plus grand rôle dans la politique étrangère de l'UE, car elles aident à prévenir les conflits et à promouvoir les valeurs européennes.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	26
Autres sujets à l'ordre du jour	26

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

Séance plénière

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live: suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Séance plénière

Présidence estonienne du Conseil de l'UE: débat avec le Premier ministre Ratas

Le Premier ministre d'Estonie, Jüri Ratas, présentera les priorités de la présidence entrante du Conseil de l'UE aux députés mercredi.

Les députés débattront des priorités de la prochaine présidence estonienne du Conseil des ministres de l'UE avec le Premier ministre Jüri Ratas mercredi matin.

Le gouvernement estonien concentrera son mandat de six mois sur les [priorités](#) suivantes:

- une économie européenne ouverte et innovante;
- une Europe sûre et protégée;
- une Europe numérique et la libre circulation des données; et
- une Europe inclusive et durable.

La veille, le mardi, les députés examineront les progrès réalisés au cours de la présidence sortante maltaise.

Débats: mardi 4 juillet et mercredi 5 juillet

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission avec débats

Conférence de presse du Président du PE Antonio Tajani avec le Premier ministre estonien Jüri Ratas et le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker mercredi vers 12h30 (à confirmer)

@EU2017EE #EU2017EE @ratasjuri @EU2017MT #EU2017MT

En savoir plus

- [Site internet de la présidence estonienne du Conseil de l'UE](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels \(présidence maltaise\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels \(présidence estonienne\)](#)

Séance plénière

Rendre les biens durables et plus facilement réparables

Les consommateurs devraient pouvoir bénéficier de produits durables de haute qualité qui peuvent être réparés et modernisés.

Les députés proposent, par conséquent, des mesures qui luttent contre l'obsolescence programmée des biens matériels et des logiciels, dans une résolution non législative mise aux voix mardi.

Parmi les recommandations, figurent les points suivants:

- les produits devraient être conçus pour être solides, facilement réparés et de qualité: des "critères de résistance minimum" devraient être fixés par catégorie de produit dès leur conception;
- si la période de réparation est supérieure à un mois, la garantie devrait être étendue en fonction de ce délai;
- les États membres devraient prévoir des mesures d'encouragement en faveur de produits durables et réparables, et encourager les réparations ainsi que les ventes en deuxième main - ce qui pourrait contribuer à créer des emplois et à réduire les déchets;
- les pièces essentielles du produit, telles que les batteries et LED, ne devraient pas être fixées au produit, à moins que cela ne soit justifié pour des raisons de sécurité;
- les pièces de rechange indispensables au bon fonctionnement du produit devraient être disponibles "à un prix proportionné à la nature et à la durée de vie du produit"; et
- une définition à l'échelle européenne de "l'obsolescence programmée" ainsi qu'un système qui pourrait tester et détecter l'obsolescence programmée devrait être introduit, tout comme des "mesures dissuasives adaptées pour les consommateurs".

Débat: lundi 3 juillet

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: résolution non législative

#circulareconomy

En savoir plus

- [Projet de rapport sur une durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(30.05.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Pascal Durand \(Verts/ALE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du PE - Une durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

La Turquie risque le gel des négociations d'adhésion à l'UE

Les négociations d'adhésion de la Turquie doivent être suspendues si les changements proposés à la constitution, contraires aux valeurs de l'UE, sont adoptés, diront les députés mercredi.

Le Parlement examinera mercredi les efforts de réforme de la Turquie en 2016 en vue d'une adhésion à l'UE avec le commissaire à l'élargissement, Johannes Hahn, et votera une résolution jeudi.

Les députés se disent préoccupés par le recul de l'état de droit, des droits de l'homme, de la liberté des médias et de la lutte contre la corruption en Turquie. Ils condamnent le soutien répété du Président turc à la réintroduction de la peine de mort.

Mais le projet de résolution reconnaît également l'importance de bonnes relations entre l'UE et la Turquie et le maintien d'un dialogue constructif et ouvert, essentiel pour faire face à des défis communs tels que la migration, la sécurité ou le terrorisme.

Débat: mercredi 5 juillet

Vote: jeudi 6 juillet

Conférence de presse: mercredi 5 juillet à 11h30

Procédure: résolution non législative

#EUenlargement @JHahnEU

En savoir plus

- [Projet de résolution sur le rapport 2016 de la Commission européenne sur la Turquie](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(20.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Kati Piri \(S&D, NL\)](#)
- [Note du service de recherche du PE sur les relations UE-Turquie \(avril 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Recrudescence des épidémies de VIH, tuberculose et hépatite C

Les épidémies de VIH, de tuberculose et d'hépatite C devraient faire l'objet d'une action coordonnée au niveau européen et de programmes à long terme, estiment les députés.

Une telle action permettrait non seulement de sauver des vies mais aussi de créer des synergies tout en réalisant des économies, ces infections devant faire l'objet de programmes continus à long terme.

Les députés demandent en outre à la Commission comment elle entend agir pour donner suite aux engagements pris par l'Union à Bratislava le 4 octobre dernier, sur la mise en place d'une politique européenne sur le VIH/sida, la tuberculose et l'hépatite C.

Débat: lundi 3 juillet

Vote: mercredi 5 juillet

Procédure: question orale à la Commission (avec résolution)

En savoir plus

- [Fiche de procédure](#)
- [Maladies transmissibles: réponse de l'UE sur le VIH, la tuberculose et l'hépatite C](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Lutte contre le terrorisme: vote sur la mise en place d'une nouvelle commission

Une proposition visant à mettre en place une nouvelle commission temporaire sur la lutte contre le terrorisme sera mise aux voix jeudi.

La nouvelle commission examinera les moyens nécessaires pour améliorer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme dans l'UE. Par le passé, les députés avaient notamment souligné le besoin accru en termes de coopération et de partage de l'information entre les États membres.

Une commission temporaire est une commission spéciale mise en place pour une durée maximale de 12 mois (avec possibilité d'extension).

Vote: jeudi 6 juillet

En savoir plus

- [Étude du PE - Les politiques de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme: pertinence, cohérence et efficacité \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Les multinationales doivent publier les impôts qu'elles paient pays par pays

Les multinationales devraient divulguer le montant des impôts qu'elles paient ainsi que le(s) pays dans le(s)quel(s) ils sont versés, selon un projet de règles débattu et voté mardi.

Plus tôt ce mois-ci, les commissions des affaires économiques et des affaires juridiques ont adopté de nouvelles règles européennes obligeant les multinationales dont le chiffre d'affaires mondial atteint au moins 750 millions d'euros à rendre publiques les informations sur les impôts qu'elles payent pays par pays.

Par ailleurs, les députés ont également approuvé des exemptions dans le cas d'informations sensibles d'un point de vue commercial. Les deux rapporteurs en charge du rapport - [Hugues Bayet](#) (S&D, BE) et [Evelyn Regner](#) (S&D, AT) - devraient proposer des amendements afin d'imposer une limite concernant la durée pendant laquelle les entreprises peuvent demander une telle exemption.

À savoir

La législation vise à accroître la transparence fiscale en donnant au public un aperçu des impôts payés par les multinationales et du ou des pays dans le(s)quel(s) ils sont versés. Elle a également pour objectif de lutter contre l'évasion fiscale des entreprises qui, selon les estimations, coûte chaque année aux pays de l'UE entre 50 et 70 milliards d'euros, d'après la Commission européenne.

Après le vote de l'amendement, les députés se prononceront pour décider de lancer ou non les négociations avec les ministres européens.

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: codécision

#taxation

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(13.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Hugues Bayet \(S&D, BE\)](#)
- [Profil du rapporteur Evelyn Regner \(S&D, AT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: publication d'informations pays par pays sur les multinationales \(12.01.2017, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Projet de l'UE pour lutter contre les causes profondes de la migration

Un programme de l'UE visant à mobiliser 44 milliards d'euros d'investissements privés en Afrique sera mis aux voix jeudi, si les commissions compétentes l'approuvent au préalable.

Dans le cadre du [Plan d'investissement extérieur européen](#), le [Fonds européen pour le développement durable \(FEDD\)](#) soutiendrait 44 milliards d'euros d'investissements du secteur privé dans les États fragiles en offrant une combinaison de subventions, de prêts et de garanties financières d'un montant de 3,3 milliards d'euros pour stimuler l'emploi, la croissance et la stabilité, répondant ainsi aux causes profondes de la migration.

Durant les récentes discussions sur les règles de fonctionnement du FEDD, les députés ont persuadé les ministres de l'UE que le programme devait se concentrer sur la pauvreté, l'emploi, le changement climatique et les petites entreprises et ne soutenir que les entreprises responsables qui respectent les normes internationales de transparence fiscale.

Si les commissions des affaires étrangères, du développement et du budget approuvent l'accord le 3 juillet, un vote en plénière aura lieu le 6 juillet à Strasbourg.

À savoir

Les ressources du FEDD proviennent de l'examen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 et de la réserve du Fonds européen de développement (FED). Le nouveau fonds comprendra deux plateformes régionales: une pour l'Afrique et l'autre pour le voisinage de l'UE. Il fonctionnera comme un "guichet unique", offrant un accès aux mécanismes européens de financement mixte existants (lorsque les subventions de l'UE sont combinées avec des prêts ou des capitaux propres des financiers publics et privés), associé à une nouvelle garantie supplémentaire pour les investisseurs publics et privés. La garantie FEDD devrait avoir une provision en cash de 750 millions d'euros dont 350 millions d'euros du budget de l'UE et 400 millions d'euros provenant du FED. Le FEDD combinera également les ressources de deux mécanismes de financement mixte - 2,6 milliards d'euros issus de la Facilité d'investissement pour le voisinage et de la Facilité d'investissement en Afrique.

Débat mercredi 5 juillet

Vote: jeudi 6 juillet

Procédure: procédure législative ordinaire

#EFSD

En savoir plus

- [Texte de l'accord provisoire sur le Fonds européen pour le développement durable](#)
- [Communiqué de presse - Le dispositif de l'UE s'attaquant aux causes profondes de la migration devrait se concentrer sur les plus pauvres, déclarent les députés \(24.04.2017\)](#)
- [Calendrier du train législatif pour le Fonds européen de développement durable 2016-2019 \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Fonds européen de développement durable \(février 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche d'information de la Commission européenne \(septembre 2016\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du co-rapporteur Eduard Kukan \(PPE, SK\)](#)
- [Profil du co-rapporteur Eider Rubial Gardiazabal \(S&D, ES\)](#)
- [Profil du co-rapporteur Doru-Claudian Frunzulica \(S&D, RO\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Siège unique pour le Parlement européen

Les députés devraient à nouveau appeler à un siège unique pour le Parlement européen, lors d'un débat avec la Commission et le Conseil mercredi.

Au fil des années, les députés ont plusieurs fois demandé un siège unique pour le Parlement européen, mentionnant la valeur symbolique et les économies réelles qu'une telle action engendrerait. Cette décision nécessiterait une modification de traité.

Débat: mercredi 5 juillet

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 16 février 2017 sur les évolutions et adaptations possibles de la structure institutionnelle actuelle de l'Union européenne](#)
- [Question écrite sur un siège unique pour le Parlement européen à Strasbourg \(2016\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Vote sur la désignation de la commissaire à l'économie et la société numériques

Mardi, le Parlement se prononcera sur la nomination de Mariya Gabriel, commissaire bulgare désignée à l'économie et à la société numériques.

Lors d'une audition publique le 20 juin, Mme Gabriel a répondu aux questions des députés de différentes commissions parlementaires, qui ont évalué ses compétences. La Conférence des présidents des commissions parlementaires puis la Conférence des présidents ont jugé l'évaluation des coordinateurs des commissions compétentes au fond.

Mme Gabriel a été nommée par le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour reprendre le portefeuille de l'économie et de la société numériques.

L'audition était menée par la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) et la commission de la culture et de l'éducation (CULT), compétentes au fond. Les commissions des affaires juridiques (JURI), des libertés civiles (LIBE) et du marché intérieur (IMCO) étaient également associées au débat.

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: désignation

@GabrielMariya #EPhearing

En savoir plus

- [Audition de la commissaire désignée Mariya Gabriel](#)
- [CV de la commissaire désignée Mariya Gabriel \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels - extraits de la présentation](#)
- [Produits audiovisuels - extraits de la séance de questions et réponses](#)
- [Produits audiovisuels - intégralité de l'audition](#)

Séance plénière

Programme de travail 2018 de la Commission

Les députés vont débattre des initiatives de la Commission attendues pour 2018 mardi après-midi.

Les recommandations du Parlement sur les priorités de travail seront précisées dans une résolution non législative qui sera votée mercredi. La Commission devrait présenter son programme pour 2018 devant le Parlement en octobre.

Les Présidents du Parlement, du Conseil et de la Commission se rencontreront mercredi pour débattre de leurs priorités telles que listées dans leur [déclaration conjointe](#) de décembre 2016 ainsi que des progrès réalisés.

Vous pouvez suivre le débat en plénière sur [EP Live](#) et [EbS+](#).

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mercredi 5 juillet

Procédure: déclaration de la Commission

#CWP2018

En savoir plus

- [Site internet de la Commission consacré au programme de travail](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Utiliser les 6,4 milliards d'excédent du budget de l'UE pour aider les réfugiés?

Le projet de rembourser 6,4 milliards d'euros restants du budget 2016 de l'UE aux États membres en 2017 sera mis aux voix mardi.

Selon les dispositions européennes, l'argent devrait être rendu aux États membres via une réduction de leurs contributions.

Dans leur proposition de résolution, les députés exhortent cependant les États membres à utiliser cet argent pour faire face à la crise des réfugiés et à contribuer aux fonds créés à cette fin à hauteur du montant apporté par l'Union, conformément à leurs engagements.

Les députés s'inquiètent aussi d'une sous-utilisation de 4,9 milliards d'euros, principalement au titre des fonds de cohésion. Par ailleurs, ils déplorent une perte de revenus de 1,5 milliard d'euros en raison de l'impact négatif de la dépréciation de la livre britannique par rapport à l'euro.

Pour plus d'informations, voir le [communiqué de presse](#) publié récemment, à l'issue du vote en commission des budgets.

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: budgétaire

#EUBudget #EUBudget2017

En savoir plus

- [Proposition de résolution sur le projet de budget rectificatif N°2/2017: budgétisation de l'excédent de l'exercice 2016](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(20.06.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Jens Geier \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Davantage de livres disponibles pour les personnes aveugles

Les personnes aveugles et malvoyantes auront accès à davantage de livres dans des formats tels que le braille ou les livres audio, grâce à de nouvelles règles européennes.

Les députés débattront et voteront jeudi sur un accord conclu avec le Conseil pour garantir aux personnes aveugles ou malvoyantes un accès à davantage de livres, revues, journaux, magazines et autre matériel imprimé dans des formats tels que le braille, les livres audio et l'impression en grands caractères. Des exceptions obligatoires au droit d'auteur faciliteront la production de ce format imprimé accessible ainsi que la circulation transfrontalière.

Les nouvelles règles aligneront la législation européenne avec les engagements internationaux de l'UE, conformément au [traité de Marrakech](#) signé par l'Union en 2014.

Débat: jeudi 6 juillet

Vote: jeudi 6 juillet

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), 1ère lecture

Conférence de presse: mercredi 5 juillet à 15 heures, en présence du rapporteur Max Andersson et de Wolfgang Angermann, de l'Union européenne des aveugles

#MarrakeshTreaty #copyright

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(23.03.2017\)](#)
- [Communiqué de presse après l'accord interinstitutionnel \(10.05.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Max Andersson \(Verts/ALE, SE\)](#)
- [Fiche de procédure \(droit d'auteur\)](#)
- [Fiche de procédure \(échange transfrontière\)](#)
- [Étude du PE: traité de Marrakech \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les sociétés de sécurité privées doivent être plus responsables

Les sociétés de sécurité privées devraient respecter des exigences minimales en matière de responsabilité, de contrôle du personnel et de dénonciation pour faute, selon les députés.

La proposition de résolution plaide en faveur de règles européennes pour les sociétés de sécurité privées et d'une liste reprenant les entreprises respectant les normes de l'UE en matière de transparence et de casiers judiciaires vierges. De plus, les députés veulent limiter les opérations de ces sociétés au soutien logistique et à des missions de protection, évitant les responsabilités de combats militaires.

À savoir

L'UE compte environ 40 000 sociétés de sécurité privées, employant plus de 1,5 million de personnes et fournissant des services allant du soutien logistique à la gestion de prisons et à la protection, en passant par le soutien au combat et la fourniture d'équipements militaires (chiffres de 2013). Ces sociétés sont également appelées à protéger les délégations de l'UE dans les pays tiers et à assurer la sécurité des installations des missions et opérations de l'UE.

Débat: lundi 3 juillet

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: résolution non législative

#PrivateSecurityCompanies

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les sociétés de sécurité privées](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(03.05.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Hilde Vautmans \(ADLE, BE\)](#)
- [Sociétés de sécurité privées: des règles plus strictes et une surveillance accrue \(vidéo EuroparTV\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés soutiennent le premier accord UE-Cuba

Les députés devraient donner leur approbation au tout premier accord de coopération UE-Cuba mercredi après un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Mme Mogherini.

L'accord de dialogue politique et de coopération marquera un tournant dans les relations bilatérales entre l'UE et Cuba, affirment les députés. Il contribuera à étendre le commerce bilatéral, à promouvoir le dialogue et la coopération économique et à prévoir une action commune sur la scène mondiale. L'accord comprend une disposition visant à le suspendre si les dispositions relatives aux droits de l'homme sont violées.

Les négociations de l'accord UE-Cuba ont débuté en avril 2014. Même s'il a été signé par la chef des affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini, en décembre 2016, l'accord doit obtenir le consentement du Parlement européen pour entrer en vigueur.

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mercredi 5 juillet

Procédure: approbation et résolution non législative

[@FedericaMog](#)

En savoir plus

- [Projet de recommandation sur la conclusion de l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba](#)
- [Projet de résolution sur la conclusion de l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission des affaires étrangères \(20.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Elena Valenciano \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure \(recommandation\)](#)
- [Fiche de procédure \(résolution\)](#)
- [Vidéo: extraits du vote en commission et déclaration du rapporteur Elena Valenciano](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Aide financière de l'UE pour la Moldavie

Les députés devraient voter une aide macrofinancière de 100 millions d'euros pour la Moldavie mardi après un récent accord informel avec les ministres de l'UE.

L'UE fournira une combinaison de subventions et de prêts pour soutenir le pays, qui se remet de la tourmente économique et politique, si les députés se prononcent favorablement. Une condition préalable à la réception du paquet d'aide est que la Moldavie respecte la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme et que l'argent soutienne également la lutte contre la corruption menée par Chișinău, selon un accord de juin avec les ministres de l'UE.

À savoir

C'est la deuxième fois depuis 2010 que l'UE fournira une assistance macrofinancière. Si cette dernière est approuvée, l'UE fournirait des prêts à hauteur de 60 millions d'euros et des subventions pour un montant de 40 millions d'euros, soit 25% des besoins financiers extérieurs du pays. La Moldavie s'est effondrée dans une récession économique en 2014, alors qu'un scandale bancaire et des difficultés financières, conjuguées à une faiblesse des exportations, ont secoué l'économie et le paysage politique. [L'accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE](#), en vigueur depuis septembre 2014, a contribué à la reprise économique du pays.

Débat: lundi 3 juillet

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(20.06.2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Moldavie, une économie réduite, vulnérable \(juillet 2016, en anglais\)](#)
- [Relations commerciales UE-Moldavie - Commission européenne \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Sorin Moisa \(S&D, RO\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

De nouvelles concessions commerciales en faveur de l'Ukraine

De nouvelles concessions commerciales favorisant le développement économique de l'Ukraine seront mises aux voix mardi.

L'UE devrait octroyer de nouvelles concessions commerciales à Kiev, selon un accord informel conclu en juin avec les ministres de l'UE. Lors des négociations, les députés ont approuvé la plupart des [nouvelles concessions proposées](#). Cependant, ils ont réduit le volume de quota supplémentaire de certains produits agricoles et ont insisté sur le fait que la lutte contre la corruption devait devenir une condition pour octroyer les exportations préférentielles à Kiev.

À savoir

La [zone de libre-échange approfondi et complet \(ALEAC\)](#), qui fait partie de l'[accord d'association](#) et qui est appliquée provisoirement depuis janvier 2016, prévoit l'ouverture mutuelle des marchés de biens et de services, mais l'UE réduit et abolit plus rapidement ses droits tarifaires. Au vu des difficultés économiques de l'Ukraine et de ses efforts de réformes, l'UE lui octroierait des concessions commerciales supplémentaires. L'UE est le principal partenaire commercial de l'Ukraine, alors que Kiev représente 0,8% du commerce total de l'Union.

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mardi 4 juillet

Procédure: procédure législative ordinaire

#EUTrade

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(20.06.2017, en anglais\)](#)
- [Les relations commerciales UE-Ukraine en bref \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Jaroslaw Walesa \(PPE, PL\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Débat sur l'Arabie saoudite et la Commission des droits des femmes de l'ONU

L'élection controversée de l'Arabie saoudite en tant que membre de la Commission des Nations unies sur le statut de la femme fera l'objet d'un débat en plénière.

Les députés débattront avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, de l'élection très critiquée de l'Arabie saoudite à la [Commission des Nations unies sur la condition de la femme](#) mardi après-midi.

Lors d'un vote à bulletin secret le 19 avril, le royaume islamique ultraconservateur a reçu le soutien de 47 des 54 nations membres du Conseil économique et social de l'ONU pour sa nomination à un mandat de quatre ans (2018-2022) au sein du principal organisme des Nations unies visant à promouvoir l'égalité des sexes et les droits des femmes.

Le rapport 2016 sur l'inégalité hommes-femmes du Forum économique mondial classe l'Arabie saoudite en 141^e position sur 144 pays. C'est le seul pays dans le monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire et, à tout âge, sont tenues légalement d'avoir un gardien pour prendre toutes les décisions à leur place.

L'Arabie saoudite a également été récemment réélue au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Débat: mardi 4 juillet

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (avec résolution)

[@UN_Women](#) [@unwomenEU](#) [#womensrights](#) [#UNCSW](#) [@FedericaMog](#)

En savoir plus

- [Commission des Nations unies sur la condition de la femme](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Règles antidumping plus strictes pour défendre l'industrie et l'emploi européens

Si les députés donnent leur accord, le Parlement débutera prochainement les négociations avec les gouvernements nationaux sur les nouvelles règles antidumping.

Les dispositions visent à mieux protéger l'industrie et l'emploi dans l'UE contre les pratiques commerciales déloyales de pays tiers dans lesquels l'ingérence de l'État au niveau de l'économie est importante.

[Les députés de la commission du commerce international ont récemment adopté un projet de mandat de négociation](#). Selon ce dernier, les normes sociales, environnementales et fiscales d'un pays exportateur doivent être prises en compte lors de l'évaluation de ses pratiques commerciales, et aucune charge de la preuve supplémentaire ne devrait être imposée aux entreprises de l'UE dans les affaires antidumping, outre la procédure actuelle.

Le Parlement débutera les négociations sur ce dossier avec les ministres de l'UE, si aucune objection n'est émise lors de la session plénière de juillet à Strasbourg.

À savoir

L'emploi et les entreprises de l'UE ont été soumis à une pression énorme en raison de la capacité de production excédentaire et de l'économie subventionnée de la Chine, en particulier dans le secteur sidérurgique. [Dans une résolution adoptée en mai 2016](#), les députés ont exhorté la Commission européenne à lutter contre la concurrence déloyale de la Chine de façon à respecter les règles de l'OMC. Un projet plus global visant à mettre à jour les "instruments de défense commerciale" de l'UE, en vue d'augmenter les droits contre les importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions, est actuellement négocié avec les gouvernements nationaux.

Procédure: procédure législative ordinaire

#antidumping

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur le projet de mandat de négociation - Règles antidumping plus strictes pour défendre l'industrie et l'emploi européens \(20.06.2017\)](#)
- [Communiqué de presse - Proposition du statut d'économie de marché à la Chine: défendez l'industrie et l'emploi européens, exhortent les députés \(12.05.2016\)](#)
- [Communiqué de presse - Statut d'économie de marché pour la Chine: les députés demandent des garanties de concurrence loyale \(10.05.2016\)](#)
- [Étude du service de recherche du PE - Défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping et de subventions \(23 janvier 2017, en anglais\)](#)
- [Étude du PE - Nouvelles règles commerciales pour la Chine? Opportunités et menaces pour l'UE \(2016, en anglais\)](#)
- [Dossier commercial UE-Chine \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Salvatore Cicu \(PPE, IT\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Le budget 2018 de l'UE doit garantir la croissance, l'emploi et la sécurité

Pour parvenir à une croissance durable et créer plus d'emplois, les investissements dans la recherche, l'innovation, les infrastructures, l'éducation et les PME sont essentiels.

Cette résolution, mise aux voix mercredi, représentera la première réaction du Parlement au projet de budget de l'UE pour 2018, tel que [présenté par la Commission européenne le 30 mai](#).

Dans le projet de texte, les députés:

- saluent le renforcement proposé pour Horizon 2020 (recherche), le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (infrastructures) et Erasmus+ (éducation);
- regrettent cependant que l'importance et l'urgence de la crise migratoire et des réfugiés "ne cadrent pas avec la diminution marquée" des fonds et programmes dédiés à cette problématique; et
- se félicitent des initiatives de l'UE dans le domaine de la recherche en termes de défense, qui "ne manqueront pas de générer des économies d'échelle dans le secteur" mais qui devraient être financés à l'aide de crédits supplémentaires sans porter préjudice aux programmes existants.

Le projet de rapport consolidé qui sera mis aux voix en plénière sera disponible [ici](#). Le rapporteur du Parlement pour le budget 2018 de l'UE, [Siegfried Mureşan](#) (PPE, RO), a déjà fait part de sa [réaction initiale](#) à la [proposition de la Commission européenne](#) du 30 mai.

Prochaines étapes

Après la prise de position du Parlement dans son ensemble sur le budget 2018 lors de sa session plénière de juillet, le Conseil présentera sa position informelle et les négociations tripartites (trilogue) débiteront le 13 juillet entre les deux branches de l'autorité budgétaire (Parlement et Conseil) et la Commission européenne. Les négociations reprendront en septembre pour conclure un accord avant la fin de l'année.

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mercredi 5 juillet

Procédure: budgétaire

#EUBudget #EUBudget2018

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le mandat pour le trilogue sur le projet de budget 2018 \(avant le vote en commission parlementaire du 29 juin\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(29.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Siegfried Mureşan \(PPE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Résolution du Parlement européen du 15 mars 2017 sur les orientations générales pour la préparation du budget 2018](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Avenir des finances de l'UE

La Commission européenne présentera mardi diverses options en vue d'une réforme du budget de l'UE jusqu'à 2025.

La réforme budgétaire jouera un rôle important dans le processus de prise de décisions sur l'avenir de l'UE à 27, sans le Royaume-Uni - un processus qui a débuté en mars 2017 avec le "livre blanc" sur l'avenir de l'Europe.

Le [document de la Commission sur les finances de l'UE](#) est le dernier d'une [série de cinq documents de réflexion](#). Les députés apporteront leur contribution sur la manière dont l'UE devrait utiliser ses fonds à l'avenir et sur la façon de réformer la manière dont l'Union est financée. Ils ont déjà commencé à préparer deux propositions de résolutions, l'une sur le [budget à long terme de l'UE post-2020](#) et l'autre sur la [réforme du système de ressources propres de l'Union européenne](#), qui sera votée à une date ultérieure.

Le commissaire Günther Oettinger a présenté le [document de réflexion sur les finances de l'UE](#) aux députés de la commission des budgets le 28 juin. Cliquez [ici](#) pour voir sa présentation et les réactions des députés.

Prochaines étapes

Le discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, en septembre 2017, s'inspirera des idées du livre blanc et des documents de réflexion présentés avant que les premières conclusions ne puissent être tirées lors du sommet du Conseil européen de décembre 2017. Cela devrait aider à décider d'un plan d'action à mettre en œuvre dans les temps pour les élections européennes de juin 2019.

Débat: mardi 4 juin

Vote: résolution lors d'une session plénière ultérieure

Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat (avec résolution)

#EUBudget #FutureofEurope

En savoir plus

- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Lutte contre la fraude: fixer des conditions égales à travers l'Europe

La fraude en termes de procédures d'appels d'offres ou de systèmes de TVA transfrontalière sera plus facilement poursuivie une fois les nouvelles règles de droit pénal entrées en vigueur.

Ces dispositions seront débattues mardi et mises aux voix mercredi.

Le projet de directive, déjà conclu avec le Conseil, prévoit des définitions communes pour différents crimes liés à la fraude portant atteinte au budget de l'UE et fixe des sanctions ainsi que délais de prescription minimaux dans l'UE. Il détermine aussi le champ d'application du nouveau Parquet européen qui devrait être opérationnel entre 2020 et 2021.

Débat: mardi 4 juillet

Vote: mercredi 5 juillet

Procédure: procédure législative ordinaire, 2e lecture

[#fightagainstfraud](#)

En savoir plus

- [Proposition de résolution législative sur la position du Conseil en vue de l'adoption d'une directive relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(15.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Ingeborg Gräßle \(PPE, DE\)](#)
- [Profil du rapporteur Juan Fernando Lopez Aguilar \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Résolution du Parlement sur le rapport annuel 2015 sur la protection des intérêts financiers de l'UE - Lutte contre la fraude](#)
- [Service de recherche du PE - Convention sur la protection des intérêts financiers de l'UE \(juillet 2016, en anglais\)](#)
- [Foire aux questions sur le site de la Commission sur le Parquet européen](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

La culture doit jouer un plus grand rôle dans la diplomatie de l'UE

Les relations culturelles doivent jouer un plus grand rôle dans la politique étrangère de l'UE, car elles aident à prévenir les conflits et à promouvoir les valeurs européennes.

C'est ce que devrait déclarer le Parlement européen mercredi dans une résolution.

Le texte soutient l'idée de faire de la culture une partie essentielle du dialogue politique de l'UE avec les pays tiers, car elle permet d'établir des ponts entre les citoyens, de renforcer la société civile et d'empêcher la radicalisation et les conflits, en disséminant les valeurs de l'UE.

Les députés recommandent de développer une stratégie européenne des relations culturelles et de lancer un programme de mobilité internationale ainsi qu'un programme de délivrance de visas culturels.

Débats: mardi 4 juillet

Votes: mercredi 5 juillet

Conférence de presse: mercredi 5 juillet à 14h30

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution: vers une stratégie européenne des relations culturelles internationales](#)
- [Profil du rapporteur Elmar Brok \(PPE, DE\)](#)
- [Profil du rapporteur Silvia Costa \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 6 juillet vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- les cas du lauréat du prix Nobel Liu Xiaobo et Lee Ming-che;
- l'Érythrée, notamment les cas d'Abune Antonios et de Dawit Isaac; et
- le Burundi.

Débats et votes: jeudi 6 juillet

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Appréhender les violations des droits de l'homme dans le contexte des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, dont le génocide, présentation lundi, vote mardi, Preda;
- Le rôle du tourisme lié à la pêche dans la diversification du secteur de la pêche, débat lundi, vote mardi, Briano;
- Accord-cadre entre l'Union européenne et le Kosovo établissant les principes généraux de la participation du Kosovo aux programmes de l'Union, vote mardi, Lunacek;
- Élaboration d'une stratégie industrielle ambitieuse de l'Union européenne en tant que priorité stratégique pour la croissance, l'emploi et l'innovation en Europe, vote mercredi;
- Promouvoir la cohésion et le développement dans les régions ultrapériphériques de l'Union, débat mercredi, vote jeudi, Omarjee;
- Normes minimales communes des procédures civiles, débat mercredi, vote jeudi, Radev;
- Mécanismes de règlement des différends en matière de double imposition dans l'Union européenne, débat mercredi, vote jeudi, Theurer;
- Vers un cadre paneuropéen des obligations garanties, débat lundi, vote mardi, Lucke;
- Conditions de travail et emploi précaire, débat lundi, vote mardi, Sylikotis; et
- Plan de défense de l'UE et avenir de l'Europe, débat d'actualité, mardi.